



## Conseil de Police / Politieraad

### Séance du /Vergadering van 23-04-2021

Procédure en vidéoconférence (mesures de confinement)

*Videoconferentie procedure (lockdownmaatregelen)*

**Le Conseil de Police débute avec les conseillers suivants :**

**De Politieraad vangt aan met de volgende raadsleden:**

*Présents/Aanwezigen :* MM/Dhren Benoît CEREXHE, Président f.f./Voorzitter vwd, Olivier MAINGAIN, Bourgmestres/Burgemeesters et/en Etienne VIATOUR, Secrétaire zonal /Zonesecretaris  
Mmes/MM – Mwen/Dhr Ariane CALMEYN, Anne DELVAUX, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Jonathan de PATOUL, Quentin DEVILLE, Etienne DUJARDIN, Philippe JAQUEMYNS, Caroline JOWAY, Michaël LORIAUX, Christiane MEKONGO ANANGA, Amélie PANS, Lucien RIGAUX, Ethel SAVELKOUL, Virginie TAITTINGER, Philippe VANDEMEULEBROUCKE, Anne VANDERSANDE et/en Julie VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, Conseillers de police / Politieraadsleden.

*M./Dhr. Michaël JONNIAUX, Chef de Corps / Korpschef*

*Excusés/ Verontschuldigen :* M/Dh, Vincent DE WOLF, Bourgmestre/Burgemeester et/en M.Dh Jean-Luc DEBROUX, Carla DEJONGHE, Conseillers de Police/Politieraadslid

*Absents/Afwezigen :* Mmes/MM – Mwen/Dhren Antoine BERTRAND, Marie CRUYSMANS, Adélaïde de PATOUL, Aziz ES et Margaux HANQUET, Conseillers de Police/Politieraadsleden.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à T 18 :08

*Daar het vereiste aantal leden bereikt is, wordt de zitting om 18:08 uur geopend.*

#### SÉANCE PUBLIQUE / OPENBARE VERGADERING

#### **0. Procédure virtuelle**

*Virtuele procedure*

#### **0°. Démission de Monsieur Philippe VANDEMEULEBROUCKE en sa qualité de conseiller de police**

*Ontslag van Mijnheer Philippe VANDEMEULEBROUCKE in zijn hoedanigheid van politieraadlid*

La démission de Monsieur VANDEMEULEBROUCKE est actée.

Monsieur VANDEMEULEBROUCKE souhaite remercier le Conseil de Police et encourage les forces de police pour la bonne continuation de leurs tâches dans ce climat très particulier.

*Er wordt akte genomen van het ontslag van de heer VANDEMEULEBROUCKE.*

*De heer VANDEMEULEBROUCKE dankt de Politieraad en moedigt het politiekorps aan voor een goede voortzetting van hun taken in dit zeer bijzondere klimaat.*

Le Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu que Monsieur Philippe VANDEMEULEBROUCKE, membre du Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert, a prêté serment en qualité de conseiller de police de la zone de police Montgomery lors de la séance d'installation du Conseil de Police, le 25 janvier 2019.

Attendu que, le 20 avril 2021, Monsieur Philippe VANDEMEULEBROUCKE a adressé à Monsieur Vincent DE WOLF, président du Conseil et du Collège de Police, le courrier suivant :

« Monsieur le Bourgmestre,

Par la présente, je vous fait part de ma démission en tant que conseiller de police de la zone Montgomery à partir du 1er mai 2021. Ma démission sera également actée lors du conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert du mois de mai 2021. Je serai remplacé par Madame Nuria Bordes Castells.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments distingués. »

Attendu que cette demande de démission est conforme au prescrit de l'article 21bis de la loi du 7 décembre 1998 qui prévoit que la démission présentée par un membre du Conseil de Police « est introduite par écrit auprès du président du conseil de police. »

Attendu que l'article 20 de la loi du 7 décembre 1998 prévoit que « Le membre démissionnaire reste en fonction jusqu'à la prestation de serment de son suppléant. »

Le Conseil de Police prend acte de la démission de Monsieur Philippe VANDEMEULEBROUCKE de son mandat de conseiller de police de la Zone de Police Montgomery. Cette démission prendra effet à la date de prestation de serment de son suppléant.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;*

*Overwegende dat de heer Philippe VANDEMEULEBROUCKE, lid van de gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe, de eed afgelegd heeft als politieraadslid van de politiezone Montgomery tijdens de installatiezitting van de politieraad op 25 januari 2019;*

*Overwegende dat de heer Philippe VANDEMEULEBROUCKE op 20 april 2021 aan de heer Vincent DE WOLF, voorzitter van de Politieraad en het Politiecollege, volgende brief heeft gericht :*

*« Mijnheer de Burgemeester,*

*Hierbij deel ik u mee dat ik met ingang van 1 mei 2021 mijn ontslag indien als politieraadslid van de zone Montgomery. Er zal ook akte genomen worden van mijn ontslag in de gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe in de maand mei 2021. Ik zal worden vervangen door Mevrouw Nuria Bordes Castells.*

*Hoogachtend »*

*Overwegende dat deze ontslaanvraag voldoet aan de bepalingen van artikel 21bis van de wet van 7 december 1998, dat voorziet dat het ontslag door een lid van de politieraad « schriftelijk wordt ingediend bij de voorzitter van de politieraad. »*

*Overwegende dat artikel 20 van de wet van 7 december 1998 het volgende bepaalt: «Het ontslagnemend lid blijft in functie totdat zijn plaatsvervanger de eed heeft afgelegd. »*

*De politieraad neemt akte van het ontslag van de heer Philippe VANDEMEULEBROUCKE uit zijn mandaat van politieraadslid van de Politiezone Montgomery. Dit ontslag gaat in op de datum van de eedaflegging van zijn plaatsvervanger.*

## **1. Approbation du procès-verbal du Conseil de Police du 12-02-2021**

### **Goedkeuring van de notulen van de Politieraad van 12-02-2021**

En l'absence de remarque, le procès-verbal tel que présenté est adopté à l'unanimité.

*Aangezien er geen enkele opmerking is, wordt het PV zoals voorgesteld unaniem goedgekeurd.*

## **2. Personnel du Corps de police – Cadre organique – Modification de la répartition des effectifs et pondération**

### **Personeel van het Politiekorps – Organiek Kader – Wijziging van de verdeling van de effectieven en weging**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu l'arrêté royal du 07 décembre 2001 déterminant les normes d'encadrement des membres du personnel de la police locale ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale, et plus particulièrement les annexes 1 et 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 du 09 octobre 2001 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu la circulaire ministérielle ZPZ 12 du 22 décembre 2000 relative au cadre de référence et de travail des zones de police ;

Vu ses délibérations des 16 octobre 2001, 18 février 2002, 21 septembre 2004, 12 avril 2005, 5 décembre 2005, 30 juin 2006, 24 avril 2009, 18 octobre 2011, 19 octobre 2012, 11 décembre 2013, 14 novembre 2014, 13 novembre 2015, 09 novembre 2018 et 20 novembre 2020 portant fixation du cadre organique du corps de police ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 2001, l'effectif minimal du corps de police zonal est fixé à 451 équivalents temps plein, soit 418 membres du cadre opérationnel et 33 membres du cadre administratif et logistique ; que ces chiffres représentent une norme minimale en deçà de laquelle le cadre ne peut être fixé ;

Considérant que les délibérations des 16 octobre 2001 et 18 février 2002 portent fixation du cadre organique du corps de police à 508 emplois statutaires temps plein dont 427 membres du cadre opérationnel et 81 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations des 21 septembre 2004, 12 avril 2005, 5 décembre 2005, 30 juin 2006 et 24 avril 2009 modifient le cadre organique du corps de police et le portent à, respectivement, 576, 581, 607, 609 et 619 emplois statutaires temps plein dont 512 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations du 18 octobre 2011 et 19 octobre 2012 modifient la répartition du cadre

organique et le portent à 619 emplois statutaires temps plein dont 502 membres du cadre opérationnel et 117 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations du 11 décembre 2013 et 14 novembre 2014 modifient le cadre organique du corps de police et le portent à 611 emplois statutaires temps plein dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 13 novembre 2015 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 599 emplois statutaires temps plein dont 491 membres du cadre opérationnel et 108 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 09 novembre 2018 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 599 emplois statutaires temps plein dont 494 membres du cadre opérationnel et 105 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 20 novembre 2020 modifie le cadre organique du corps de police et le porte à 611 emplois statutaires temps plein dont 504 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant l'organigramme et le mode de fonctionnement du corps de police locale tels qu'approuvés par le conseil de police en sa séance du 20 novembre 2020 ;

Considérant qu'en 2018, il était nécessaire de revoir sensiblement l'organisation interne de certains départements et services du corps de police afin d'améliorer le fonctionnement de la Zone de police;

Considérant qu'après un an de fonctionnement, il a été procédé à une évaluation des modifications intervenues ;

Considérant que, suite à cette évaluation, certains ajustements ont été opérés ;

Considérant qu'il convient de finaliser ceux-ci en apportant encore certaines modifications dans la répartition des effectifs afin d'optimiser l'organisation des services ;

Considérant que, dans le cadre des mesures visant à renforcer la sécurité dans les transports publics, 23 Inspecteurs de police ont intégré notre zone de police en 2013 ;

Considérant que ceux-ci devaient être intégrés dans le cadre organique ;

Considérant qu'aux termes du courrier du 6 août 2013 de la Ministre de l'Intérieur, cela n'a cependant aucun effet sur les normes d'encadrement ainsi que sur le calcul des effectifs de la Recherche locale ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la répartition des effectifs mentionnés dans l'organigramme tel qu'approuvé par le Conseil de police du 20 novembre 2020 ;

Considérant que la modification de la répartition des effectifs a été approuvée par le Collège de police en sa séance du 12 mars 2021 ;

Considérant que celle-ci a également été présentée et validée lors du comité de concertation de base le 26 mars 2021 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, le cadre du personnel doit, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2007, mentionner la classe à laquelle une fonction de niveau A appartient ;

Considérant le document annexe à la présente délibération, à savoir le tableau des capacités ;

Sur avis de Monsieur le Premier Commissaire divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de Corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE à l'unanimité des voix :

- de modifier et de fixer la répartition des 611 emplois statutaires temps plein comme suit : 505 emplois statutaires temps plein au sein du cadre opérationnel et 106 emplois statutaires temps plein au sein du cadre administratif et logistique :

I. CADRE OPERATIONNEL	Ancien cadre	Nouveau cadre
a. Cadre des Officiers		
Commissaire divisionnaire de police	5	5
Commissaires de police	20	19
b. Cadre moyen		
Inspecteurs principaux de police	87	89
c. Cadre de base		
Inspecteurs de police	368	368
d. Cadre des agents de police		
Agents de police	24	24
Total d'emplois statutaires temps plein du cadre opérationnel	504	505

II. CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE		Ancien cadre	Nouveau cadre
a. Niveau A		18	19
b. Niveau B		34	32
c. Niveau C		48	48
d. Niveau D	7		7
Total d'emplois statutaires temps plein du cadre administratif et logistique		107	106

#### PONDERATION DES EMPLOIS DE NIVEAU A

Secrétaire zonal / DPO	Classe 3
Conseiller traducteur	Classe 1
Conseiller en prévention Chef du service interne de Prévention et Protection au travail	Classe 3
Conseiller en prévention membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Classe 2
Conseiller en prévention/aspects psychosociaux membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Classe 2
Conseiller Chef de service Cellule aide psychosociale	Classe 1
Conseiller membre de la Cellule aide psychosociale	Classe 1
Conseiller Directeur du Département Stratégie-Qualité	Classe 3
Conseiller Chef du Service stratégie / Développement de la politique/Gestion de projets	Classe 2
Conseiller Analyste stratégique	Classe 1
Conseiller Chef de service Cellule communication	Classe 1
Conseiller Directeur du Département Gestion des moyens	Classe 4
Conseiller Chef du Service Ressources financières	Classe 2
Conseiller Chef du Service Ressources humaines	Classe 2
Conseiller Chef du Service Ressources matérielles	Classe 2
Conseiller Chef de la Cellule Infrastructures	Classe 2
Conseiller Chef du Service Ressources télématiques	Classe 2
Conseiller coordinateur Cellule Marchés publics	Classe 1
Conseiller Chef de service Service d'assistance policière aux victimes	A pondérer

- que la pondération des emplois de niveau A « A pondérer » sera approuvée après présentation au comité de concertation de base ;
- que le document annexe fait partie intégrante de la présente décision à savoir, la répartition des capacités ;
- que ce cadre du corps de police locale sera pourvu à concurrence des emplois déclarés vacants dans le cadre des cycles de mobilité annuels organisés par la Police Fédérale tout en tenant compte des disponibilités budgétaires zonales ;
- de revoir ultérieurement le cadre et l'organigramme adoptés ce jour afin de les adapter à la réalité du fonctionnement et des besoins.

*De politieraad,*

*Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een minimale dienstverlening aan de bevolking te verlenen ;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 07 december 2001 tot vaststelling van de formatienormen van de personeelsleden van de lokale politie ;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie en meer in bijzonder de bijlagen 1 en 2 ;*

*Gelet op het ministerieel besluit van 05 juni 2007 betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten;*

*Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 van 09 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking ;*

*Gelet op de ministeriële omzendbrief ZPZ 12 van 22 december 2000 betreffende het algemeen raam- en*

werkingskader van de politiezones ;

Gelet op zijn beraadslagingen van 16 oktober 2001, 18 februari 2002, 21 september 2004, 12 april 2005, 5 december 2005, 30 juni 2006, 24 april 2009, 18 oktober 2011, 19 oktober 2012, 11 december 2013, 14 november 2014, 13 november 2015, 09 november 2018 en 20 november 2020 tot vaststelling van het organiek kader van het politiekorps;

Overwegende dat krachtens het koninklijk besluit van 5 september 2001 het minimaal effectief van het zonaal politiekorps vastgesteld is op 451 voltijdse equivalenten, meer bepaald 418 leden van het operationeel kader en 33 leden van het administratief en logistiek kader ; dat deze cijfers een minimumnorm uitmaken zonder dewelke het kader niet vastgesteld kan worden ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 16 oktober 2001 en 18 februari 2002 het organiek kader van het politiekorps vaststellen op 508 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 427 leden van het operationeel kader en 81 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 21 september 2004, 12 april 2005, 5 december 2005, 30 juni 2006 en 24 april 2009 het organiek kader van het politiekorps wijzigen en dit brengen op respectievelijk 576, 581, 607, 609 en 619 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 512 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 18 oktober 2011 en 19 oktober 2012 de verdeling van het organiek kader wijzigen en dit brengen op 619 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 502 leden van operationeel kader en 117 leden van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat de beraadslagingen van 11 december 2013 en 14 november 2014 het organieke kader van het politiekorps wijzigen en dit brengen op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 505 leden van operationeel kader en 106 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 13 november 2015 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 599 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 491 leden van operationeel kader en 108 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 09 november 2018 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 599 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 494 leden van operationeel kader en 105 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 20 november 2020 het organieke kader van het politiekorps wijzigt en dit brengt op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 504 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat het organogram en de werkingswijze van het lokaal politiekorps werden goedgekeurd door de politieraad tijdens de vergadering van 20 november 2020 ;

Overwegende dat in 2018 het nodig was om de interne organisatie van verschillende departementen en diensten van het politiekorps gevoelig te herzien teneinde de werking van de Politiezone te verbeteren;

Overwegende dat, na een werkingsjaar, een evaluatie van de tot stand gekomen wijzigingen uitgevoerd werd ;

Overwegende dat, ten gevolge van deze evaluatie, enkele aanpassingen uitgevoerd werden;

Overwegende dat het gepast is deze wijzigingen te finaliseren door nog enkele aanpassingen aan te brengen in de verdeling van de effectieven teneinde de organisatie van de diensten te optimaliseren:

Overwegende dat, in het kader van de maatregelen richtend op de versterking van beveiliging van het openbaar vervoer, 23 Inspecteurs van politie in onze politiezone gekomen zijn in 2013;

Overwegende dat deze in het organiek kader geïntegreerd moesten worden;

Overwegende dat, volgens de brief van 6 augustus 2013 van de Minister van Binnenlandse Zaken, dit niettemin geen gevolg heeft op de formatienormen en op de berekening van de effectieven van de lokale Recherche;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de verdeling van de effectieven vermeld in het organogram zoals goedgekeurd door de Politieraad van 20 november 2020 te wijzigen;

Overwegende dat de wijziging van de verdeling van de effectieven goedgekeurd werd door het Politiecollege tijdens de vergadering van 12 maart 2021;

Overwegende dat deze ook voorgelegd en goedgekeurd werd tijdens het basisoverlegcomité van 26 maart 2021;

Overwegende dat krachtens artikel 17 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007 het kader van het personeel vanaf 1 september 2007 de klasse dient te vermelden waartoe een functie van niveau A behoort;

Overwegende het document bijgevoegd aan deze beraadslaging, te weten de verdeling van de capaciteiten;

Op gunstig advies van Mijnheer de Eerste Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef;

Op voorstel van het Politiecollege;

**BESLIST** : met eenparigheid van stemmen :

- De verdeling van de 611 voltijdse statutaire betrekkingen te wijzigen en vast te stellen zoals volgt : 505 voltijdse statutaire betrekkingen in het operationeel kader en 106 voltijdse statutaire betrekkingen in het administratief en logistiek kader :

I. OPERATIONEEL KADER	Oud kader	Nieuw kader
a. Officierskader		
Hoofdcommissarissen van politie	5	5

<i>Commissarissen van politie</i>	20	19
<i>b. Middenkader</i>		
<i>Hoofdinspecteurs van politie</i>	87	89
<i>c. Basiskader</i>		
<i>Inspecteurs van politie</i>	368	368
<i>d. Kader van de agenten van politie</i>		
<i>Agenten van politie</i>	24	24
<i>Totaal voltijdse statutaire betrekkingen van het operationeel kader</i>	504	505

<b>II. ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER</b>	<i>Oud kader</i>	<i>Nieuw kader</i>
<i>a. Niveau A</i>	18	19
<i>b. Niveau B</i>	34	32
<i>c. Niveau C</i>	48	48
<i>d. Niveau D</i>	7	7
<i>Totaal voltijdse statutaire betrekkingen van het administratief en logistiek kader</i>		
	107	106

**WEGING VAN DE AMBTEN VAN NIVEAU A**

<i>Zonesecretaris / DPO</i>	<i>Klasse 3</i>
<i>Adviseur lid Vertaler</i>	<i>Klasse 1</i>
<i>Preventieadviseur Diensthoofd Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk</i>	<i>Klasse 3</i>
<i>Preventieadviseur lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Preventieadviseur / psychosociale aspecten lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Cel Psycho-Sociale Steun</i>	<i>Klasse 1</i>
<i>Adviseur lid Cel Psycho-Sociale Steun</i>	<i>Klasse 1</i>
<i>Adviseur Directeur van het Departement Strategie-Kwaliteit</i>	<i>Klasse 3</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Dienst Strategie / Beleidsontwikkeling / Projectbeheer</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Strategisch Analist</i>	<i>Klasse 1</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Cel communicatie</i>	<i>Klasse 1</i>
<i>Adviseur Directeur van het Departement Middelenbeheer</i>	<i>Klasse 4</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Dienst Financiële middelen</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Dienst Human resources</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Dienst Materiële middelen</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Cel Infrastructuur</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Dienst Telematica-middelen</i>	<i>Klasse 2</i>
<i>Adviseur Coördinator Cel Openbare Aanbestedingen</i>	<i>Klasse 1</i>
<i>Adviseur Diensthoofd Dienst politionele Slachtofferbejegening</i>	<i>Te wegen</i>

- dat de weging van de functies van het niveau A "Te wegen" goedgekeurd zal worden na het voorleggen voor het basisoverlegcomité;
- dat het document in bijlage integraal deel zal uitmaken van de huidige beslissing te weten, de verdeling van de capaciteiten;
- dat dit kader van het lokaal politiekorps voorzien zal worden in functie van de vacant verklaarde betrekkingen in het kader van de jaarlijkse mobiliteitscycli die georganiseerd worden door de Federale politie en waarbij rekening gehouden wordt met de zonale begrotingsmogelijkheden ;
- het kader dat die dag goedgekeurd wordt, later te herzien om het aan te passen aan de werkelijke werking en behoeften.

**3. Personnel du Corps de police – Cadre organique – Déclaration de vacance d’emplois – Modalités de sélection – Cycle de mobilité 2021-02**  
***Personeel van het Politiekorps – Organiek Kader – Vacantverklaring van openstaande betrekkingen – Selectiemodaliteiten – Mobiliteitscyclus 2021-02***

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l’arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu les circulaires ministérielles GPI 15 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 concernant les normes d’organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu sa délibération du 20 novembre 2020 (#043/20.11.2020/A/0003#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 504 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Vu l’organigramme du corps de police ;

Considérant que les effectifs du cadre opérationnel réel, sont au 01 avril 2021 de 476 emplois des 504 emplois prévus au cadre organique ; que 28 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant que les effectifs du cadre administratif et logistique réel, sont au 01 avril 2021 de 92 emplois des 107 emplois prévus au cadre organique ; que 15 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder au remplacement des membres du personnel qui ont fait ou feront, prochainement, l’objet d’une mise à la pension ;

Considérant qu’il y a lieu de remplacer les membres du personnel qui ont fait usage de la mobilité lors des cycles précédents ainsi que les membres du personnel détachés;

Considérant qu’il convient de combler les départs de certains membres du personnel qui bénéficient d’une promotion sociale ;

Considérant les besoins prioritaires en personnel au sein du corps de police de la zone ;

Considérant la décision du 21 janvier 2010 du Commissaire général de la police fédérale d’augmenter le nombre de cycles de mobilité à 5 au lieu de 3 ;

Considérant que la Zone de police doit faire connaître ses besoins en personnel, en vue du deuxième cycle de mobilité ;

Sur avis favorable de Monsieur le premier Commissaire divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de Corps;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE à l’unanimité des voix :

- D’ouvrir au cycle de mobilité 2021-02 au profit du cadre opérationnel :
  - 1 emploi de Commissaire de police pour le Département de Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Circulation, Chef de service ;
  - 3 emplois d’Inspecteur principal de police pour le Département de Police de Proximité, Service accueil ;
  - 1 emploi d’Inspecteur principal de police pour le Département de Police de Proximité, Cellule de Coordination ;
  - 3 emplois d’Inspecteur de police pour le Département de Police de Proximité, Service accueil ;
  - 1 emploi d’Inspecteur de police pour le Département d’Appui opérationnel, Dispatching zonal ;
- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois de Commissaire de police pour le Département de Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Circulation, Chef de service et Inspecteur principal de police pour le Département de Police de Proximité, Cellule de Coordination, déclarés vacants, un test écrit suivi d’un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de l’officier par lui désigné et d’un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l’emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalité de sélection pour les autres emplois déclarés vacants, l’entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d’un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l’emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- d’autoriser les candidats qui ne possèdent pas le brevet requis à postuler aux emplois spécialisés.

*De politieraad,*

*Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee*

niveaus ;

*Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de vastlegging van de modaliteiten met betrekking tot de mobiliteit van het personeel van de politiediensten ;*

*Gelet op de ministeriële omzendbrieven GPI 15 betreffende de toepassing van de mobiliteitsregeling in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;*

*Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;*

*Gelet op haar beraadslaging van 20 november 2020 (#043/20.11.2020/A/0003#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 504 leden van het operationeel kader en 107 van het administratief en logistiek kader;*

*Gelet op het organogram van het politiekorps;*

*Overwegende dat de effectieven van het operationeel kader op 1 april 2021 reëel 476 eenheden telt van de 504 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 28 betrekkingen van dit kader bijgevolg vacant zijn in dit kader ;*

*Overwegende dat de effectieven van het administratief en logistiek kader op 1 april 2021 reëel 92 eenheden telt van de 107 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 15 betrekkingen bijgevolg vacant zijn in dit kader;*

*Overwegende dat de personeelsleden die onlangs op pensioen gegaan zijn of binnenkort op pensioen gaan, vervangen moeten worden;*

*Overwegende dat de personeelsleden die gebruik gemaakt hebben van de mobiliteit bij de vorige cycli en de personeelsleden die gedetacheerd werden, vervangen moeten worden;*

*Overwegende dat het vertrek van bepaalde personeelsleden die een sociale promotie genieten aangevuld moet worden;*

*Overwegende de prioritaire nood aan personeel binnen het politiekorps van de zone;*

*Overwegende de beslissing van 21 januari 2010 van de Commissaris-Generaal van de federale politie om het aantal mobiliteitscycli te verhogen van 3 naar 5;*

*Overwegende dat de Politiezone, met het oog op de tweede mobiliteitscyclus, zijn behoeften aan personeel te kennen moet geven;*

*Op gunstig advies van Mijnheer de eerste Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef;*

*Op voorstel van het Politiecollege;*

*BESLIST met eenparigheid van stemmen :*

*- volgende betrekkingen in het operationeel kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2021-02:*

- 1 betrekking van Commissaris van politie voor het Departement 1<sup>ste</sup> Lijnspolitie, Verkeersdienst, Diensthoofd;*
  - 3 betrekkingen van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;*
  - 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Coördinatiecel;*
  - 3 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;*
  - 1 betrekking van Inspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Zonale Dispatching;*
- Om als selectiemodus:*
- voor de vacant verklaarde betrekkingen van Commissaris van politie voor het Departement Politie 1<sup>ste</sup> Lijn, Verkeersdienst, Diensthoofd en Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Coördinatiecel, een schriftelijke test gevolgd door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide officier en een personeelslid van het operationeel kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;*
  - voor de andere vacant verklaarde betrekkingen, een selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationeel kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;*
- toelating te geven aan kandidaten zonder brevet om te solliciteren voor de gespecialiseerde betrekkingen.*



**4. Personnel du Corps de police – Cadre administratif et logistique – Recrutement temporaire contractuel d’un membre CALog Niveau B – Consultant – Remplacement d’un membre du personnel qui bénéficie d’une interruption de carrière temps plein – Département Gestion des Risques – Service Enquêtes Internes – Déclaration de vacance d’emploi**  
*Personeel van het politiekorps – Administratief en Logistiek kader – Tijdelijke contractuele aanwerving van een CALog Niveau B – Consulent – Vervanging van een personeelslid met voltijdse loopbaanonderbreking – Departement Risicobeheer – Dienst Interne Onderzoeken – Vacantverklaring van een betrekking*

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol);

Vu la circulaire ministérielle GPI 15bis du 25 juin 2002 concernant l’étape du cycle de mobilité succédant à la publication des emplois vacants et l’introduction des candidatures, portant des éclaircissements quant à l’application de la réglementation sur la position juridique en matière d’engagement externe de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux, et en matière de glissements internes ;

Vu la note DGS/DSP/C-2011/22746 du 09 juin 2011 relative à la Mobilité et au recrutement du personnel de la police intégrée – Procédures et conséquences statutaires ;

Vu sa délibération du 20 novembre 2020 (#043/20.11.2020/A/0003#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 504 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Vu la délibération du Collège de police du 26 février 2021 (#043/26.02.2021/B/0001#) concernant le recrutement temporaire contractuel d’un membre CALog Niveau B pour le Département Gestion des Risques, Service Enquêtes Internes ;

Considérant que la circulaire ministérielle GPI 15bis du 25 juin 2002 dispose que la procédure de mobilité n’est pas applicable aux contrats de remplacement et aux emplois se trouvant en dehors de la répartition du personnel d’un service de police et que chaque corps de police peut, pour ces emplois, procéder à des engagements de manière autonome ;

Considérant que Madame Jessica DE CONINCK, premier Inspecteur principal de police, membre du Service Enquêtes Internes au sein du Département Gestion des Risques, a introduit une demande en vue de bénéficier d’une Interruption de carrière à temps plein pour une période de 15 mois ;

Considérant qu’un autre membre du Service Enquêtes Internes a quitté ce service en date du 11/02/2021 suite à une demande de réaffectation ;

Considérant que l’emploi de Chef de service du Service Enquêtes Internes est actuellement également vacant ;

Considérant qu’au vu de la charge de travail, il est impératif de pourvoir au remplacement du premier Inspecteur principal de police Jessica DE CONINCK, le plus rapidement possible, en vue d’assurer la continuité et le bon fonctionnement du service ;

Considérant qu’il n’était pas envisageable d’attendre le prochain Conseil de police pour déclarer cet emploi vacant;

Sur avis favorable de Monsieur le premier Commissaire Divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE : à l’unanimité des voix

De confirmer la décision du Collège de police du 26 février 2021 (#043/26.02.2021/B/0001#) et :

- De procéder, dans le cadre d’un recrutement contractuel, au remplacement de Madame Jessica DE CONINCK, 446272243, premier Inspecteur principal de police, au sein du Service Enquêtes Internes.

*De politieraad,*

*Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;*

*Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;*

*Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten ;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;*

*Gelet op de Omzendbrief GPI 15bis betreffende de mobiliteitscyclus, inzonderheid de etappe volgend op de vacantverklaring van de ambten en de kandidaatstelling, houdende verduidelijkingen inzake de toepassing van de rechtspositieregeling betreffende de externe werving van CALog-personeel in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, en betreffende bepaalde interne verschuivingen;*

*Gelet op de nota DGS/DSP/C-2011/22746 van 09 juni 2011 betreffende de Mobiliteit en de aanwerving van het*

personeel van de geïntegreerde politie – Procedures en statutaire gevolgen;  
 Gelet op haar beraadslaging van 20 november 2020 (#043/20.11.2020/A/0003#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 504 leden van het operationeel kader en 107 van het administratief en logistiek kader;  
 Gelet op de beraadslaging van het Politiecollege van 26 februari 2021 (#043/26.02.2021/B/0001#) betreffende de tijdelijke contractuele aanwerving van een CALog Niveau B voor het Departement Risicobeheer, Dienst Interne Onderzoeken;  
 Overwegende dat de ministeriële omzendbrief GPI 15bis van 25 juni 2002 bepaalt dat de mobiliteitsprocedure niet van toepassing is bij vervangingscontracten noch bij betrekkingen die zich buiten de indeling van het personeel van een politiedienst bevinden, en dat elk politiekorps, voor deze betrekkingen, mag overgaan tot aanwervingen op een autonome manier;  
 Overwegende dat Mevrouw Jessica DE CONINCK, eerste Hoofdinspecteur van politie, lid van de Dienst Interne Onderzoeken binnen het Departement Risicobeheer, een aanvraag ingediend heeft met het oog op het bekomen van een voltijdse loopbaanonderbreking voor een periode van 15 maanden;  
 Overwegende dat een andere personeelslid van de Dienst Interne Onderzoeken deze dienst op datum van 11/02/2021 heeft verlaten ten gevolge van een aanvraag van herplaatsing;  
 Overwegende dat de betrekking van diensthoofd van de Dienst Interne Onderzoeken ook momenteel vacant is;  
 Overwegende dat, gezien de werklast, het noodzakelijk is om, zo vlug mogelijk, te voorzien in de vervanging van de eerste Hoofdinspecteur van politie Jessica DE CONINCK, teneinde de continuïteit en de goede werking van de dienst te verzekeren;  
 Overwegende dat het niet denkbaar was te wachten tot de volgende Politieraad om deze betrekking vacant te verklaren;  
 Op gunstig advies van Mijnheer de eerste Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef ;  
 Op voorstel van het Politiecollege ;  
 BESLIST : met eenparigheid van stemmen;  
 De beraadslaging van het Politiecollege van 26 februari 2021 (#043/26.02.2021/B/0001#) te bevestigen en :

- Over te gaan, in het kader van een contractuele aanwerving, tot de vervanging van Mevrouw Jessica DE CONINCK, 446272243, eerste Hoofdinspecteur van politie binnen de Dienst Interne Onderzoeken.

**5. Modification budgétaire n° 06 de clôture – exercice 2020 – service ordinaire**  
**Begrotingswijziging nr 06 – dienstjaar 2020 – gewone dienst**

Le Conseil,

Considérant qu'en application de l'article 10 du Règlement général de la comptabilité de la Police locale, il y a lieu de procéder aux glissements de crédits entre articles budgétaires (D+ = D-) au service ordinaire.

Vu les dispositions de l'article 14 du Règlement général de la comptabilité de la Police locale soumettant les modifications budgétaires aux mêmes dispositions que celles applicables au budget, ainsi que les dispositions de l'article 15 rendant obligatoire l'inscription en modification budgétaire des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées requises par des circonstances imprévues ainsi que les crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues.

Décide à l'unanimité des voix :

Le budget ordinaire est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau 1 ci-après :

**Tableau 1 : Balance des recettes et des dépenses**

	PREVISIO N			CONSEIL			TUTELLE		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial / M.B. précédente	56.491.591,42	56.491.591,42							
Augmentation		94.660,26	-94.660,26						
Diminution		94.660,26	94.660,26						
Résultat	56.491.591,42	56.491.591,42							

**Tableau Récapitulatif Budget SERVICE – Dépenses 2020 après la M.B. n°6**

Fonctions	Personnel 000/70	Fonctionnement 000/71	Transferts 000/72	Dette 000/7x	Total 000/73	Prélèvements 000/78	Total 000/75
399 Justice - Police	47.133.062,79	5.925.535,47	29.000,00	1.039.356,65	54.126.954,91	2.364.636,51	56.491.591,42
<b>Total</b>	47.133.062,79	5.925.535,47	29.000,00	1.039.356,65	54.126.954,91	2.364.636,51	56.491.591,42
Balances exercice propre						Déficit 2.553.109,21	

Fonctions	Personnel 000/70	Fonctionnement 000/71	Transferts 000/72	Dette 000/7x	Total 000/73	Prélèvements 000/78	Total 000/75
Exercices antérieurs					Dépenses SERVICE		
		Déficit				0	
Total général							56.491.591,42
Résultat général		Mali				0	

**Tableau Récapitulatif Budget SERVICE – Recettes 2020 après la M.B. n°6**

Fonctions	Prestations 000/60	Transferts 000/61	Dette 000/62	Total 000/63	Prélèvements 000/68	Total 000/65
399 Justice - Police	4.750,00	51.072.250,35	100,00	51.077.100,35	2.861.381,86	53.938.482,21
Total	4.750,00	51.072.250,35	100,00	51.077.100,35	2.861.381,86	53.938.482,21
Balances exercice propre	Excédent				0	
Exercices antérieurs				Recettes SERVICE		2.553.109,21
	Excédent				2.553.109,21	
Total général						56.491.591,42
Résultat général	Boni				0	

**Tableau 2 : Détail de la MB n° 6 en Prévision**

**Exercice propre  
Groupe fct : 399 Justice - Police**

Article F/E/N°	Dépenses	Compte général	Ancien Montant	Majoration	Diminution	Nouveau Montant	Admis
000/70	Personnel						
3300/111-01/ /534	- TRAITEMENTS ET SALAIRES DU PERSONNEL <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	62001	23.737.759,90		19.568,44	23.718.191,46	
3300/115-01/ /534	- DEPLACEMENTS DOMICILE/TRAVAIL DU PERSONNEL <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	62501	122.203,63	11.004,49		133.208,12	
3300/118-02/ /534	- COTISATION AU SERVICE SOCIAL DU PERSONNEL ET SERVICES ASSIMILES <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	62801	20.000,00	8.563,95		28.563,95	
33091/111-01/ /534	- CALOG TRAITEMENTS ET SALAIRES <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	62001	3.714.220,08		2.340,85	3.711.879,23	
33091/111-08/ /534	- CALOG INDEMNITES DE PRESTATIONS DU PERSONNEL <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	62008	152.285,34	2.340,85		154.626,19	
399/000/70	Total Personnel		47.133.062,79	21.909,29	21.909,29	47.133.062,79	

Article F/E/N°	Dépenses	Compte général	Ancien Montant	Majoration	Diminutio n	Nouveau Montant	Admis
000/71	Fonctionnement						
3300/123-13/ /534	- FRAIS GESTION- FONCTIONNEMENT DE L'INFORMATIQUE <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61313	567.100,00		53.285,18	513.814,82	
3300/123-16/ /534	- FRAIS RECEPTION- REPRESENTATION <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61315	20.000,00		599,64	19.400,36	
3300/123-48/ /534	- FRAIS ADMINISTRATIFS DIVERS <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61319	1.000,00	599,64		1.599,64	
3300/124-02/ /534	- FOURNITURES TECHNIQUES POUR CONSOMMATION DIRECTE <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	60712	165.000,00		8.615,32	156.384,68	
3300/124-05/ /997	- MASSE D'HABILLEMENT POUR LE PERSONNEL : VETEMENTS TECHNIQUES <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61322	127.895,34	4.837,28		132.732,62	
3300/124-05/ /998	- MASSE D'HABILLEMENT POUR LE PERSONNEL : MAINTIEN DE L'ORDRE <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61322	80.000,00		4.837,28	75.162,72	
3300/124-12/ /534	- LOCATIONS MATERIEL TECHNIQUE & ENTRETIEN <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61321	18.000,00	8.615,32		26.615,32	
3300/125-06/ /534	- BATIMENTS : PRESTATIONS DE TIERS AVEC/SANS CONTRAT <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61331	395.000,00	53.285,18		448.285,18	
3300/125-12/ /534	- BATIMENTS : ELECTRICITE <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61332	75.000,00	5.332,84		80.332,84	
3300/125-15/ /534	- BATIMENTS : EAU <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61335	12.000,00		5.332,84	6.667,16	
3300/128-01/ /534	- R & D NON VENTILABLES: FRAIS ADMINISTRATIFS DE LA GESTION DES COMPTES FINANCIERS <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	65801	500,00		80,71	419,29	
3300/128-10/ /534	- R & D NON VENTILABLES: PRECOMPTE MOBILIER <i>Ajustement interne fin d'exercice</i>	61602	500,00	80,71		580,71	
399/000/71	Total Fonctionnement		5.925.535,47	72.750,97	72.750,97	5.925.535,47	
399/00073	Sous-Total Justice - Police		54.126.954,91	94.660,26	94.660,26	54.126.954,91	
399/00075	Total Justice - Police		56.491.591,42	94.660,26	94.660,26	56.491.591,42	
	Total Dépenses		56.491.591,42	94.660,26	94.660,26	56.491.591,42	

De Raad,

Overwegende dat het raadzaam is om de kredietverschuivingen tussen begrotingsposten (U+=U-) overeenkomstig het artikel 10 van het algemeen reglement op de boekhouding van de lokale politie toe te passen.

Gelet de bepalingen van artikel 14 van het algemeen reglement op de boekhouding van de lokale politie waarbij de begrotingswijzigingen aan dezelfde richtlijnen worden onderworpen als deze die van toepassing zijn op de begroting, evenals de beschikkingen van het artikel 15 waarbij in de begrotingswijzigingen verplicht wordt de begrotingskredieten voor het dekken van de ambtshalve opgenomen uitgaven, evenals van de begrotingskredieten die betrekking hebben op onvoorziene ontvangsten, in te schrijven.

Beslist met éénparigheid van stemmen :

De gewone begroting wordt gewijzigd om redenen overeenkomstig de aanwijzingen in tabel 2 en het nieuwe resultaat wordt vastgesteld door de bedragen voorgesteld in volgende tabel 1 :

**Tabel 1 : Balans der ontvangsten en uitgaven**

	RAMING			RAAD			VOOGDIJ		
	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting / vorige B.W.	56.491.591,42	56.491.591,42							
Verhoging		94.660,26	-94.660,26						
Vermindering		94.660,26	94.660,26						
Resultaat	56.491.591,42	56.491.591,42							

**Samenvattende tabel van de Gewone begroting – Uitgaven 2020 na de B.W. nr6**

Functie	Personeel 000/70	Werkingskosten 000/71	Overdrachten 000/72	Schuld 000/7x	Totaal 000/73	Overboekingen 000/78	Totaal 000/75
399 Justitie - Politie	47.133.062,79	5.925.535,47	29.000,00	1.039.356,65	54.126.954,91	2.364.636,51	56.491.591,42
Totaal	47.133.062,79	5.925.535,47	29.000,00	1.039.356,65	54.126.954,91	2.364.636,51	56.491.591,42
Balans eigen dienstjaar						Tekort 2.553.109,21	
Vorige dienstjaren						Gewone Uitgaven	
						Tekort 0	
Algemeen totaal							56.491.591,42
Algemeen resultaat						Mali 0	

**Samenvattende tabel van de Gewone begroting – Ontvangsten 2020 na de B.W. nr6**

Functie	Prestaties 000/60	Overdrachten 000/61	Schuld 000/62	Totaal 000/63	Overboeking en 000/68	Totaal 000/65
399 Justitie - Politie	4.750,00	51.072.250,35	100,00	51.077.100,35	2.861.381,86	53.938.482,21
Totaal	4.750,00	51.072.250,35	100,00	51.077.100,35	2.861.381,86	53.938.482,21
Balans eigen dienstjaar					Overschot 0	
Vorige dienstjaren					Gewone Ontvangsten	2.553.109,21
					Overschot 2.553.109,21	
Algemeen totaal						56.491.591,42
Algemeen resultaat					Boni 0	

**Tabel 2 : Detail van de BW nr 6 in Raming**

**Eigen dienstjaar**  
**Functionele groepen: 399 Justitie - Politie**

Artikel F/E/Nr	Uitgaven	Algeme. rekening	Vroegere bedragen	Verhoging	Verminder.	Nieuwe bedragen	Aanvaarde bedragen
000/70	Personeel						
3300/111-01/ /534	- WEDDEN EN LONEN VAN HET PERSONEEL <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	62001	23.737.759,90		19.568,44	23.718.191,46	
3300/115-01/ /534	- VERPLAATSINGEN HUIS/WERK VAN HET PERSONEEL <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	62501	122.203,63	11.004,49		133.208,12	
3300/118-02/ /534	- BIJDRAGE AAN DE SOCIALE DIENSTVAN HET PERSONEEL EN GELIJKAARDIGE DIENSTEN <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	62801	20.000,00	8.563,95		28.563,95	
33091/111-01/ /534	- CALOG WEDDEN EN LONEN <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	62001	3.714.220,08		2.340,85	3.711.879,23	
33091/111-08/ /534	- CALOG VERGOEDINGEN VOOR PRESTATIES VAN HET PERSONEEL <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	62008	152.285,34	2.340,85		154.626,19	
399/000/70	Totaal Personeel		47.133.062,79	21.909,29	21.909,29	47.133.062,79	
000/71	Werkingskosten						
3300/123-13/ /534	- BEHEERS- EN WERKINGSKOSTEN VAN DE INFORMATICA <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61313	567.100,00		53.285,18	513.814,82	
3300/123-16/ /534	- RECEPTIE-REPRESENTATIEKOSTEN <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61315	20.000,00		599,64	19.400,36	
3300/123-48/ /534	- DIVERSE ADMINISTR.KOSTEN <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61319	1.000,00	599,64		1.599,64	
3300/124-02/ /534	- TECHNISCHE BENODIGDHEDEN VOOR ONMIDDELLIJK GEBRUIK <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	60712	165.000,00		8.615,32	156.384,68	

Artikel F/E/Nr	Uitgaven	Algeme. rekening	Vroegere bedragen	Verhoging	Verminder.	Nieuwe bedragen	Aanvaarde bedragen
3300/124-05/997	- KLEDIJMASSA VOOR HET PERSONEEL : TECHNISCHE UITRUSTING <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61322	127.895,34	4.837,28		132.732,62	
3300/124-05/998	- KLEDIJMASSA VOOR HET PERSONEEL : ORDEHANDHAVING <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61322	80.000,00		4.837,28	75.162,72	
3300/124-12/534	- HUUR & ONDERHOUD VAN GEHUURD TECHNISCH MATERIEEL <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61321	18.000,00	8.615,32		26.615,32	
3300/125-06/534	- GEBOUWEN : PRESTATIES DOOR DERDEN MET/ZONDER CONTRACT <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61331	395.000,00	53.285,18		448.285,18	
3300/125-12/534	- GEBOUWEN : ELEKTRICITEIT <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61332	75.000,00	5.332,84		80.332,84	
3300/125-15/534	- GEBOUWEN : WATER <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61335	12.000,00		5.332,84	6.667,16	
3300/128-01/534	- NIET VERDEELBARE O & U: ADM.KOSTEN VOOR BEHEER FINANCIËLE REKENINGEN <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	65801	500,00		80,71	419,29	
3300/128-10/534	- NIET VERDEELBARE O & U: ROERENDE VOORHEFFING <i>Interne kredietaanpassing einde dienstjaar</i>	61602	500,00	80,71		580,71	
399/000/71	Totaal Werkingskosten		5.925.535,47	72.750,97	72.750,97	5.925.535,47	
399/00073	Sub-Totaal Justitie - Politie		54.126.954,91	94.660,26	94.660,26	54.126.954,91	
399/00075	Totaal Justitie - Politie		56.491.591,42	94.660,26	94.660,26	56.491.591,42	
	Totaal Uitgaven		56.491.591,42	94.660,26	94.660,26	56.491.591,42	

**6. Acquisition, installation et mise en service d'une armoire intelligente Flexx 6U (gestion de clefs) pour la maison de police d'Etterbeek – recours au bureau fédéral des achats**

*Aankoop, installatie en indienststelling van een intelligente kast Flexx 6U (sleutelbeheer) voor het politiehuis van Etterbeek – beroep op federale aankoopdienst*

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 330.000,00 est inscrit à l'article 3300/741-51 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de mobilier de bureau) ;

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit :

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Acquisition, installation et mise en service d'une armoire intelligente Flexx 6U (gestion de clefs) pour la Maison de police d'Etterbeek	1	€ 8.799,47	€ 10.647,36
TOTAL TVAC		€ 10.647,36	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais du contrat-cadre LPA/2017/295 conclu entre la zone de police d'Anvers et la firme Securitas SA, Font Saint-Landry 3 à 1120 Bruxelles;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu que la dépense s'élèvera à € 10.647,36 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/741-51 du budget extraordinaire 2021.

DECIDE à l'unanimité des voix :

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

*De Politieraad,*

*Aangezien dat een krediet van € 330.000,00 op artikel 3300/741-51 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop van bureaumeubilair) ;*

*Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:*

LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Acquisition, installation et mise en service d'une armoire intelligente Flexx 6U (gestion de clefs) pour la Maison de police d'Etterbeek	1	€ 8.799,47	€ 10.647,36
TOTAAL			€ 10.647,36

*Aangezien deze leveringen worden verworven via de raamovereenkomst LPA/2017/295 die werd gesloten tussen de politiezone Antwerpen en de firma Securitas nv, Font Saint-Landry 3, 1120 Brussel ;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus ;*

*Aangezien dat de uitgave € 10.647,36 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst 2021 geboekt zal worden.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen:*

*Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.*

## **7. Ajout du dispositif "photo judiciaire" dans le système du Livescan**

### ***Toevoeging van de voorziening « gerechtelijke foto » in het systeem van Livescan***

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 986.500,00 est inscrit à l'article 3300/742-53 du budget extraordinaire 2021 (Achat de matériel informatique);

Considérant que la Cellule Télématique a sollicité la réalisation d'un marché pour l'ajout du dispositif "Photo Judiciaire" dans le système du Livescan" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 14.464,81 hors TVA, ou € 17.502,42 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Considérant que SopraSteria BENELUX, Avenue Arnaud Fraiteur 15-23 à 1050 Ixelles, est le seul soumissionnaire à avoir été invité à remettre offre pour des raisons de propriété intellectuelle, étant donné qu'il s'agit de la société qui nous a livré et upgradé le système du Livescan ;

Considérant que 1 offre est parvenue de SopraSteria BENELUX, Avenue Arnaud Fraiteur 15-23 à 1050 Ixelles (€ 14.464,81 hors TVA, ou € 17.502,42 TVA comprise) ;



Considérant que la Cellule Télématique propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre, à savoir SopraSteria BENELUX, Avenue Arnaud Fraiteur 15-23 à 1050 Ixelles, pour le montant d'offre contrôlé de € 14.464,81 hors TVA, ou € 17.502,42 TVA comprise ;  
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/742-53.

DECIDE à l'unanimité des voix :

- Article 1er: D'approuver le principe et le montant estimé du marché "Ajout du dispositif "Photo Judiciaire" dans le système du Livescan". Le montant estimé s'élève à € 14.464,81 hors TVA, ou € 17.502,42 TVA comprise.
- Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).
- Article 3: De considérer l'offre de SopraSteria BENELUX comme complète et régulière.
- Article 4: D'approuver la proposition d'attribution.
- Article 5: D'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre, à savoir SopraSteria BENELUX, Avenue Arnaud Fraiteur 15-23 à 1050 Ixelles, pour le montant d'offre contrôlé de € 14.464,81 hors TVA, ou € 17.502,42 TVA comprise.
- Article 6: D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/742-53.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);*

*Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;*

*Aangezien dat een krediet van € 986.500,00 op artikel 3300/742-53 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Aankoop informaticamaterieel);*

*Overwegende dat de Cel Telematica gevraagd heeft een opdracht uit te schrijven voor de toevoeging van de voorziening "Gerechtigde Foto" in het systeem van Livescan" ;*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 14.464,81 excl. btw, hetzij € 17.502,42 incl. btw;*

*Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);*

*Overwegende dat SopraSteria BENELUX, Arnaud Fraiteurlaan 15-23 te 1050 Elsene, de enige inschrijver is die uitgenodigd werd om een offerte in te dienen om redenen van intellectuele eigendom, aangezien dit het bedrijf is dat ons het systeem Livescan heeft geleverd, alsook de upgrades ervan ;*

*Overwegende dat 1 offerte ontvangen werd van SopraSteria BENELUX, Avenue Arnaud Fraiteur 15-23 te 1050 Ixelles (€ 14.464,81 excl. btw, hetzij € 17.502,42 incl. btw);*

*Overwegende dat de Telematicacel voorstelt om, rekening houdende met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de firma met de enige offerte, zijnde SopraSteria BENELUX, Arnaud Fraiteurlaan 15-23 te 1050 Elsene, tegen het nagerekende offertebedrag van € 14.464,81 excl. btw, hetzij € 17.502,42 incl. btw;*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/742-53 van de buitengewone dienst.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het beginsel en de raming voor de opdracht "Toevoeging van de voorziening "Gerechtigde foto" in het systeem van Livescan". De raming bedraagt € 14.464,81 excl. btw, hetzij € 17.502,42 incl. btw.*

*Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).*

*Artikel 3: De offerte van SopraSteria BENELUX wordt als volledig en regelmatig beschouwd.*

*Artikel 4: Goedkeuring wordt verleend aan het gunningsvoorstel.*

*Artikel 5: Deze opdracht wordt gegund aan de firma met de enige offerte, zijnde SopraSteria BENELUX, Arnaud Fraiteurlaan 15-23 te 1050 Elsene, tegen het nagerekende offertebedrag van € 14.464,81 excl. btw, hetzij € 17.502,42 incl. btw.*

*Artikel 6: De betaling zal gebeuren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven in het budget van 2021, op artikel 3300/742-53 van de buitengewone dienst.*

## 8. Acquisition de switchs réseau – recours au contrat-cadre Irisnet

### *Aankoop van netwerkswitches – beroep op raamovereenkomst Irisnet*

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 986.500,00 est inscrit à l'article 3300/742-53 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de matériel informatique) ;

Attendu qu'un crédit de € 625.300,00 est inscrit à l'article 3300/123-13 du Budget Ordinaire de l'année 2021 (Frais gestion-fonctionnement de l'informatique) ;

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit:

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Switch réseau 24 ports	4	€ 1.365,05	€ 6.606,84
Switch réseau 48 ports	2	€ 2.690,10	€ 6.510,04
Maintenance annuelle switch réseau 24 ports (pour 4 pendant 4 ans)	16	€ 217,84	€ 4.217,38
Maintenance annuelle switch réseau 48 ports (pour 2 pendant 4 ans)	8	€ 409,80	€ 3.966,86
<b>TOTAL TVAC</b>		<b>€ 21.301,13</b>	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais du contrat-cadre IRISnet (mandat CM-001342);

Attendu que la dépense s'élèvera à € 17.604,24 HTVA, ou € 21.301,13 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/742-53 du budget extraordinaire (€ 10.840,40 HTVA, ou € 13.116,88 TVA comprise) et 3300/123-13 du budget ordinaire 2021 et des exercices suivants (€ 1.690,96 HTVA, ou € 2.046,06 TVA comprise par an);

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux .

DECIDE à l'unanimité des voix :

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

*De Politieraad,*

*Aangezien dat een krediet van € 986.500,00 op artikel 3300/742-53 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop informaticamaterieel) ;*

*Aangezien dat een krediet van € 625.300,00 op artikel 3300/123-13 van de Gewone Dienst 2021 ingeschreven is (Beheers-en werkingskost van de informatica) ;*

*Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:*

LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Netwerkswitch 24 poorten	4	€ 1.365,05	€ 6.606,84
Netwerkswitch 48 poorten	2	€ 2.690,10	€ 6.510,04
Jaarlijks onderhoud netwerkswitch 24 poorten (voor 4 gedurende 4 jaar )	16	€ 217,84	€ 4.217,38
Jaarlijks onderhoud netwerkswitch 48 poorten (voor 2 gedurende 4 jaar)	8	€ 409,80	€ 3.966,86
<b>TOTAAL</b>		<b>€ 21.301,13</b>	

*Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via een raamovereenkomst IRISnet (mandaat CM-001342);*

*Aangezien dat de uitgave € 21.301,13 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/742-53 van de buitengewone dienst (€ 10.840,40 excl. BTW, of € 13.116,88 BTW inh.) en 3300/123-13 van de gewone dienst 2021 en de volgende boekjaren (€ 1.690,96 excl. btw, of € 2.046,06 TVA btw in per jaar) geboekt zal worden;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.*

## 9. Acquisition de combinés téléphoniques avec ou sans affichage (parlophone) en vue d'extension, remplacement et accès parlophone pour Monty House – recours au contrat-cadre Irisnet

### *Aankoop van telefoonsets met of zonder display (parlofoon) met het oog op de uitbreiding, vervanging en toegangparlofoon voor Monty House – beroep op raamovereenkomst Irisnet*

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 640.900,00 est inscrit à l'article 3300/744-51 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de machines et matériel d'exploitation en général) ;

Attendu qu'un crédit de € 460.670,00 est inscrit à l'article 3300/123-11 du Budget Ordinaire de l'année 2021 (Téléphone) ;

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit :

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Téléphone Polycom VVX31x	35	€ 115,00	€ 4.870,25
Téléphone Polycom VVX60x	4	€ 272,00	€ 1.316,48
Office Package Activation	15	€ 14,00	€ 254,10
Maintenance et abonnement téléphonique (par mois pour 48 mois pour 15 appareils)	720	€ 5,00	€ 4.356,00
<b>TOTAL TVAC</b>		<b>€ 10.796,83</b>	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais du contrat-cadre IRISnet (mandat CM-001342) ;  
Attendu que la dépense s'élèvera à € 8.923,00 HTVA, ou € 10.796,83 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/744-51 du budget extraordinaire (€ 5.323,00 HTVA, ou € 6.440,83 TVA comprise) et 3300/123-11 du budget ordinaire 2021 et des exercices suivants (€ 900,00 HTVA / an, ou € 1.089,00 TVA comprise / an) ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE à l'unanimité des voix :

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

*De Politieraad,*

*Aangezien dat een krediet van € 640.900,00 op artikel 3300/744-51 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop machines en uitbatingsmaterieel in het algemeen) ;*

*Aangezien dat een krediet van € 460.670,00 op artikel 3300/123-11 van de Gewone Dienst 2021 ingeschreven is (Telefoon) ;*

*Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:*

LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Telefoon Polycom VVX31x	35	€ 115,00	€ 4.870,25
Telefoon Polycom VVX60x	4	€ 272,00	€ 1.316,48
Activering Office Package	15	€ 14,00	€ 254,10
Onderhoud en telefoonabonnement (per maand voor 48 maanden voor 15 toestellen)	720	€ 5,00	€ 4.356,00
<b>TOTAAL</b>			<b>€ 10.796,83</b>

*Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via een raamovereenkomst IRISnet (mandaat CM-001342);*

*Aangezien dat de uitgave € 8.923,00 excl. BTW, of € 10.796,83 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/744-51 van de buitengewone dienst (€ 5.323,00 excl. BTW, of € 6.440,83 BTW inb.) en 3300/123-11 van de gewone dienst 2021 en de volgende boekjaren (€ 900,00 excl. btw/ jaar, of € 1.089,00 btw inb. / jaar) geboekt zal worden;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.*

## **10. Achat de PC portables et accessoires informatiques – recours au contrat-cadre CIRB**

### ***Aankoop van Laptops en computeraccessoires – beroep of raamovereenkomst CIBG***

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 986.500,00 est inscrit à l'article 3300/742-53 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de matériel informatique) ;

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit :

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
HP ProBook 600 G8 series	50	€ 890,00	€ 53.845,00
HP Prelude Pro Recycled 15.6" Top Load	30	€ 11,76	€ 426,89
Kingston Data Traveler USB 3.0 Flash	50	€ 5,19	€ 314,00
Sandberg USB Webcam Flex 1080P HD with stand/clip	20	€ 32,80	€ 793,76
StarTech.com High Speed HDMI Cable	5	€ 13,15	€ 79,56
HP Thunderbolt Dock G2 230W with combo cable	10	€ 127,47	€ 1.542,39
iFixit Essential Electronics Toolkit	1	€ 25,00	€ 30,25
HP USB-C Dock	20	€ 107,38	€ 2.598,60
<b>TOTAL TVAC</b>		<b>€ 59.630,43</b>	

Considérant que l'acquisition de ces fournitures peut se faire via un accord-cadre conclu par le CIRB (Centre Informatique pour la Région Bruxelloise) avec l'opérateur économique ECONOCOM, Place du Champ de Mars 5/14 – 1050 Bruxelles;  
Attendu que la dépense s'élèvera à € 59.630,43 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/742-53 du budget extraordinaire 2021 ;  
Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE à l'unanimité des voix :

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus

*De Politieraad,*

*Aangezien dat een krediet van € 986.500,00 op artikel 3300/742-53 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop informaticamaterieel) ;*

*Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:*

<i>LEVERINGEN</i>	<i>Hoeveelheid</i>	<i>EHP excl. BTW</i>	<i>Totaalprijs BTW inbegrepen</i>
<i>HP ProBook 600 G8 series</i>	<i>50</i>	<i>€ 890,00</i>	<i>€ 53.845,00</i>
<i>HP Prelude Pro Recycled 15.6" Top Load</i>	<i>30</i>	<i>€ 11,76</i>	<i>€ 426,89</i>
<i>Kingston Data Traveler USB 3.0 Flash</i>	<i>50</i>	<i>€ 5,19</i>	<i>€ 314,00</i>
<i>Sandberg USB Webcam Flex 1080P HD with stand/clip</i>	<i>20</i>	<i>€ 32,80</i>	<i>€ 793,76</i>
<i>StarTech.com High Speed HDMI Cable</i>	<i>5</i>	<i>€ 13,15</i>	<i>€ 79,56</i>
<i>HP Thunderbolt Dock G2 230W with combo cable</i>	<i>10</i>	<i>€ 127,47</i>	<i>€ 1.542,39</i>
<i>iFixit Essential Electronics Toolkit</i>	<i>1</i>	<i>€ 25,00</i>	<i>€ 30,25</i>
<i>HP USB-C Dock</i>	<i>20</i>	<i>€ 107,38</i>	<i>€ 2.598,60</i>
<b><i>TOTAAL BTW inb.</i></b>			<b><i>€ 59.630,43</i></b>

*Overwegende dat de aankoop van deze leveringen kan gebeuren via een raamovereenkomst die het CIBG (Centrum voor Informatica voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) heeft gesloten met de marktdeelnemer ECONOCOM, 5/14 - 1050 Brussel, Marsveldplein 5/14 - 1050 Brussel;*

*Aangezien dat de uitgave € 59.630,43 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/742-53 van de buitengewone dienst 2021 geboekt zal worden;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus .*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.*

**11. Achat de coffres d'armes pour le service Intervention et le service Traffic -recours au bureau fédéral des achats**

***Aankoop van wapenkoffers voor de Interventiedienst en Verkeersdienst – beroep op federale aankoopdienst***

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 330.000,00 est inscrit à l'article 3300/741-51 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de mobilier de bureau);

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit:

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Coffre - Volume individuel	72	€ 708,44	€ 61.719,29
Coffre - Volume collectif	3	€ 556,21	€ 2.019,04
Installation	75	€ 228,34	€ 20.721,86
TOTAL TVAC		€ 84.460,19	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais des marchés publics fédéraux (2016 R3 205);

Attendu que la dépense s'élèvera à € 84.460,19 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/741-51 du budget extraordinaire 2021;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE à l'unanimité des voix :

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

*De Politieraad,*

*Aangezien dat een krediet van € 330.000,00 op artikel 3300/741-51 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop van bureaumeubilair);*

*Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:*

<i>LEVERINGEN</i>	<i>Hoeveelheid</i>	<i>EHP</i>	<i>Totaalprijs BTW inbegrepen</i>
<i>Individuele kast</i>	<i>72</i>	<i>€ 708,44</i>	<i>€ 61.719,29</i>
<i>Collectieve kast</i>	<i>3</i>	<i>€ 556,21</i>	<i>€ 2.019,04</i>
<i>Installatiekost</i>	<i>75</i>	<i>€ 228,34</i>	<i>€ 20.721,86</i>
<i>TOTAAL</i>			<i>€ 84.460,19</i>

*Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via de Federale Politie (2016 R3 205);*

*Aangezien dat de uitgave € 84.460,19 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst 2021 geboekt zal worden;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.*

**12. Achat et installation de socles en métal pour les coffres d'armes de la nouvelle maison de police d'Etterbeek et des service Intervention et Traffic**

***Aankoop en installatie van metalen sokkels voor de wapenkoffers van het nieuwe politiehuis van Etterbeek en van de Interventiedienst en Verkeersdienst***

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Attendu qu'un crédit de € 330.000,00 est inscrit à l'article 3300/741-51 du budget extraordinaire 2021 (Achat de mobilier de bureau);

Considérant que la direction Gestion des moyens a sollicité la réalisation d'un marché pour "Achat et installation de socles en métal pour les coffres d'armes de la nouvelle maison de police d'Etterbeek et des service Intervention et Trafic";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 10.700,00 hors TVA, ou € 12.947,00 TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant);

Considérant que les coffres ont été acquis par le biais des marchés publics fédéraux et que le marché a été attribué à AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 à 9100 Sint-Niklaas;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, pour des raisons de confort, d'installer des socles en métal sous les coffres;

Considérant que, pour des raisons techniques, la firme AMBASSADOR ARMS a été la seule firme à avoir été invitée à présenter une offre;

Considérant que 1 offre est parvenue d'AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 à 9100 Sint-Niklaas (€ 10.700,00 hors TVA, ou € 12.947,00 TVA comprise);

Considérant que la direction Gestion des moyens propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre, à savoir AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 à 9100 Sint-Niklaas, pour le montant d'offre contrôlé de € 10.700,00 hors TVA, ou € 12.947,00 TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/741-51;

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1er: D'approuver le principe et le montant estimé du marché "Achat et installation de socles en métal pour les coffres d'armes de la nouvelle maison de police d'Etterbeek et des service Intervention et Trafic". Le montant estimé s'élève à € 10.700,00 hors TVA, ou € 12.947,00 TVA comprise.

Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3: De considérer l'offre d'AMBASSADOR ARMS comme complète et régulière.

Article 4: D'approuver la proposition d'attribution.

Article 5: D'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre, à savoir AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 à 9100 Sint-Niklaas, pour le montant d'offre contrôlé de € 10.700,00 hors TVA, ou € 12.947,00 TVA comprise.

Article 6: D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/741-51.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);*

*Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;*

*Aangezien dat een krediet van € 330.000,00 op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Aankoop van bureaumeubilair);*

*Overwegende dat de directie Middelenbeheer om de uitvoering van een overheidsopdracht heeft verzocht voor "Aankoop en installatie van metalen sokkels voor de wapencoffers van het nieuwe politiehuis van Etterbeek en van de Interventiedienst en Verkeersdienst";*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 10.700,00 excl. btw, hetzij € 12.947,00 incl. btw;*

*Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);*

*Overwegende dat de koffers werden aangekocht via federale overheidsopdrachten en dat de opdracht werd gegund aan AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 in 9100 Sint-Niklaas;*

*Overwegende dat het, om redenen van comfort, nodig is gebleken om metalen sokkels in installeren onder de koffers;*

*Overwegende dat, om technische redenen, de firma AMBASSADOR ARMS de enige firma was die werd uitgenodigd om een offerte in te dienen;*

*Overwegende dat 1 offerte ontvangen werd van AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 te 9100 Sint-Niklaas (€ 10.700,00 excl. btw, hetzij € 12.947,00 incl. btw);*

*Overwegende dat de ontwerper voorstelt om, rekening houdende met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de firma met de enige offerte, zijnde AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 te 9100 Sint-Niklaas, tegen het nagerekende offertebedrag van € 10.700,00 excl. btw, hetzij € 12.947,00 incl. btw;*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst;*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Artikel 1: Het principe en het geschatte bedrag voor de opdracht “Aankoop en installatie van metalen sokkels voor de wapencoffers van het nieuwe politiehuis van Etterbeek en van de Interventiedienst en Verkeersdienst” goed te keuren. De raming bedraagt € 10.700,00 excl. btw, hetzij € 12.947,00 incl. btw.*

*Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).*

*Artikel 3: De offerte van AMBASSADOR ARMS wordt als volledig en regelmatig beschouwd.*

*Artikel 4: Goedkeuring wordt verleend aan het gunningsvoorstel.*

*Artikel 5: Deze opdracht wordt gegund aan de firma met de enige offerte, zijnde AMBASSADOR ARMS, Regentiestraat 73 te 9100 Sint-Niklaas, tegen het nagerekende offertebedrag van € 10.700,00 excl. btw, hetzij € 12.947,00 incl. btw.*

*Artikel 6: De betaling zal gebeuren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven in het budget van 2021, op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst.*

### **13. Achat et placement de stores occultants pour la façade avant de Monty House et achat et placement de stores vénitiens pour le local des Inspecteurs de quartier de la Maison de Police de Woluwe-Saint-Pierre**

***Aankoop en plaatsing van verduisteringsstores voor de voorgevel van het Monty House en aankoop en plaatsing van venetiaanse stores voor het lokaal van de wijkinspecteurs in het Politiehuis van Sint-Pieters-Woluwe***

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Attendu qu'un crédit de € 755.000,00 est inscrit à l'article 3300/724-60 du budget extraordinaire 2021 (Maintenance extraordinaire des bâtiments);

Considérant que la cellule Infrastructure a sollicité la réalisation d'un marché pour “Achat et placement de stores occultants pour la façade avant de Monty House et achat et placement de stores vénitiens pour le local des Inspecteurs de quartier de la Maison de Police de Woluwe-Saint-Pierre”;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 25.000,00 TVAC;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant);

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/724-60;

DECIDE à l'unanimité des voix :

**Article 1er:** D'approuver le principe et le montant estimé du marché “Achat et placement de stores occultants pour la façade avant de Monty House et achat et placement de stores vénitiens pour le local des Inspecteurs de quartier de la Maison de Police de Woluwe-Saint-Pierre”. Le montant estimé s'élève à 25.000,00 TVAC.

**Article 2:** De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

**Article 3:** De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/724-60.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake*

overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 755.000,00 op artikel 3300/724-60 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Buitengewoon onderhoud van gebouwen);

Overwegende dat de cel Infrastructuur om de uitvoering van een overheidsopdracht heeft verzocht voor "Aankoop en plaatsing "Aankoop en plaatsing van verduisteringsstores voor de voorgevel van Monty House, en aankoop en plaatsing van Venetiaanse stores voor het lokaal van de wijkinspecteurs in het politiebureau van Sint-Pieters-Woluwe";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 25.000,00 BTW inb.;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/724-60 van de buitengewone dienst;

BESLIST met éénparigheid van stemmen :

Artikel 1: Goedkeuring het beginsel en de raming voor de opdracht "Aankoop en plaatsing van verduisteringsstores voor de voorgevel van Monty House, en aankoop en plaatsing van Venetiaanse stores voor het lokaal van de wijkinspecteurs in het politiebureau van Sint-Pieters-Woluwe". De raming bedraagt € 25.000,00 BTW inb..

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 3300/724-60 van de buitengewone dienst.

#### **14. Achat, installation et entretien de matériel de protection contre l'incendie pour une durée de 48 mois**

##### **Aankoop, installatie en onderhoud van beschermingsmateriaal tegen brand gedurende 48 maanden**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup>;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Considérant le cahier des charges N° 2021-1728 relatif au marché "Achat, installation et entretien de matériel de protection contre l'incendie pour une durée de 48 mois";

Considérant que ce marché est divisé en lots:

- \* Lot 1 (Entretien annuel des moyens d'extinction incendie);
- \* Lot 2 (Entretien annuel des moyens de détection incendie);
- \* Lot 3 (Entretien annuel des exutoires de fumées);
- \* Lot 4 (Vérification annuelle des échelles de secours);
- \* Lot 5 (Installation de nouveaux détecteurs incendie);
- \* Lot 6 (Déplacement d'une sirène incendie intérieure);
- \* Lot 7 (Placement de trois éclairages de secours supplémentaires);
- \* Lot 8 (Placement d'une échelle de secours intérieure);
- \* Lot 9 (Liaison entre les 3 centrales incendies d'un site);

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 39.500,00 hors TVA, ou € 50.000,00 TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;



Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire et budget extraordinaire de l'exercice 2021, articles 3300/125-06 et 3300/724-60 et au budget des exercices suivants;  
DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1er: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1728 et le montant estimé du marché "Achat, installation et entretien de matériel de protection contre l'incendie pour une durée de 48 mois". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 39.500,00 hors TVA, ou € 50.000,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget ordinaire et budget extraordinaire de l'exercice 2021, articles 3300/125-06 et 3300/724-60 et au budget des exercices suivants.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goede keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 139.000,00 niet);*

*Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;*

*Aangezien dat een krediet van € 287.500,00 op artikel 3300/125-06 en 3300/724-60 van de gewone dienst 2021; ingeschreven is (Gebouwen : prestaties door derden met/zonder contract);*

*Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop, installatie en onderhoud van beschermingsmateriaal tegen brand gedurende 48 maanden" een bestek met nr. 2021-1728;*

*Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:*

*\* Perceel 1 (Jaarlijks onderhoud van de brandblusapparatuur);*

*\* Perceel 2 (Jaarlijks onderhoud van de branddetectiemiddelen);*

*\* Perceel 3 (Jaarlijks onderhoud van de rookafvoerkanalen);*

*\* Perceel 4 (Jaarlijkse controle van de noodladders);*

*\* Perceel 5 (Installatie van nieuwe branddetectoren);*

*\* Perceel 6 (Verplaatsing van een brandsirene binnen);*

*\* Perceel 7 (Installatie van drie bijkomende noodverlichtingen);*

*\* Perceel 8 (Plaatsing van een brandtrap binnen);*

*\* Perceel 9 (Verbinding tussen de 3 brandcentrales van een site);*

*Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 39.500,00 excl. BTW, of € 50.000,00 BTW inb.;*

*Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikels 3300/125-06 en 3300/724-60 van de gewone dienst en buitengewone dienst en in het budget van de volgende jaren;*

**BESLIST :**

Artikel 1: *Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1728 en de raming voor de opdracht "Aankoop, installatie en onderhoud van beschermingsmateriaal tegen brand gedurende 48 maanden". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 39.500,00 excl. BTW, of € 50.000,00 BTW inb..*

Artikel 2: *Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.*

Artikel 3: *De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikels 3300/125-06 en 3300/724-60 van de gewone dienst en buitengewone dienst en in het budget van de volgende jaren.*

## **15. Maintenance et dépannage des ascenseurs des maisons de police de la zone de police Montgomery pour une durée de 48 mois**

***Onderhoud en verhelpen van storingen aan liften in de politiehuzen van de politiezone Montgomery gedurende een periode van 48 maanden***

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 287.500,00 est inscrit à l'article 3300/125-06 du budget ordinaire 2021 (Bâtiments : prestations de tiers avec/sans contrat) ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-1725 relatif au marché "Maintenance et dépannage des ascenseurs des maisons de police de la zone de police Montgomery pour une durée de 48 mois" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 49.586,77 hors TVA, ou € 60.000,00 TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, article 3300/125-06 et au budget des exercices suivants.

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1<sup>er</sup>: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1725 et le montant estimé du marché "Maintenance et dépannage des ascenseurs des maisons de police de la zone de police Montgomery pour une durée de 48 mois". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 49.586,77 hors TVA, ou € 60.000,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, article 3300/125-06 et au budget des exercices suivants.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 139.000,00 niet);*

*Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;*

*Aangezien dat een krediet van € 287.500,00 op artikel 3300/125-06 van de gewone dienst 2021; ingeschreven is (Gebouwen : prestaties door derden met/zonder contract);*

*Overwegende dat in het kader van de opdracht "Onderhoud en verhelpen van storingen aan liften in de politiehuizen van de politiezone Montgomery gedurende een periode van 48 maanden" een bestek met nr. 2021-1725 werd opgesteld;*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 49.586,77 excl. btw, hetzij € 60.000,00 incl. btw;*

*Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 48 maanden;*

*Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/125-06 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1725 en de raming voor de opdracht "Onderhoud en verhelpen van storingen aan liften in de politiehuizen van de politiezone Montgomery gedurende een periode van 48 maanden", opgesteld. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 49.586,77 excl. btw, hetzij € 60.000,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: *De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 3300/125-06 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.*

**16. Mission d'assistance au maître d'ouvrage (A.M.O) pour la rénovation et l'extension du bâtiment central de la zone de police Montgomery – modification d'un critère de sélection qualitative**  
*Ondersteuning van de bouwheer voor de renovatie en uitbreiding van het centrale gebouw van de politiezone Montgomery – wijziging van een kwalitatief selectie criterium*

Le Conseil de police,

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Considérant que, lors du Conseil du 12 février 2021, la délibération en annexe est passée pour approbation des conditions et du mode de passation ;

Considérant qu'après examen d'une remarque formulée par la Tutelle, il est apparu préférable, pour ne pas courir le risque de ne pas recevoir d'offre pour ce marché, de modifier une exigence minimale du critère de sélection relatif à la capacité technique et professionnelle du soumissionnaire qui figurait en page 13 du cahier spécial des charges ;

Considérant que ladite exigence minimale sera désormais la suivante :

« Trois références de services similaires au présent marché dont le montant des services atteint un minimum de 500.000,00 euros HTVA.

Au moins une de ces trois références porte sur un projet dont le budget des travaux est supérieur ou égal à € 5.000.000,00 HTVA.

Au moins une de ces trois références porte sur un projet d'une superficie de 4 000 m<sup>2</sup> minimum.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'assurer de la véracité et de la pertinence des références données en prenant contact avec le(s) maître(s) d'ouvrage » ;

Considérant qu'il s'agit de l'unique modification apportée au cahier spécial des charges n°2021-1673.

DECIDE à l'unanimité des voix

Article 1<sup>er</sup>: D'approuver la modification du critère de sélection qualitative reprise au dispositif de la présente décision.

Article 2: De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

*De Politieraad,*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;*

*Overwegende dat in de Raad van 12 februari 2021 tijdens de beraadslaging in bijlage de gunningsvoorwaarden en –wijze werden goedgekeurd;*

*Overwegende dat na onderzoek van een opmerking, geformuleerd door de Voogdij, het verkieselijk leek om niet het risico te lopen om geen offerte voor deze opdracht te ontvangen, en om dus over te gaan tot wijziging van een minimaal vereist selectie criterium met betrekking tot de technische en professionele capaciteit van de inschrijver, zoals vermeld op pagina 13 van het bijzonder lastenboek;*

*Overwegende dat voortaan bedoelde minimale vereiste de volgende is:*

*« - Drie referenties van gelijkaardige diensten voor onderhavig contract waarvan het bedrag minimaal 500.000,00 euro excl. btw is.*

*Ten minste een van deze drie referenties heeft betrekking op een project met een werkbudget van meer dan of gelijk aan € 5.000.000,00 excl. btw.*

*Ten minste een van deze drie referenties heeft betrekking op een project met een oppervlakte van ten minste*

4 000 m<sup>2</sup>.» ;

Overwegende dat dit de enige wijziging is, aangebracht aan het bijzonder lastenboek nr.2021-1673.

BESLIST met éénparigheid van stemmen:

Artikel 1: Om de wijziging van het kwalitatieve selectie criterium, opgenomen in onderhavige beslissing, goed te keuren.

Artikel 2: Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

**17. Achat de 5 nouvelles chaises BMA et de 2 sièges pour le dispatching zonal – recours au bureau fédéral des achats**

**Aankoop van 5 nieuwe BMA-stoelen en van 2 stoelen voor de zonale dispatching – beroep op federale aankoopdienst**

Monsieur DEVILLE demande ce qu'est une chaise BMA.

De heer DEVILLE vraagt wat een BMA-stoel is.

Le Chef de Corps répond qu'il ne connaît pas la signification de l'acronyme BMA ; il s'agit de chaises destinées au dispatching zonal et, compte tenu des shifts de 12 heures que le personnel y assure, ce sont des chaises spécialement conçues pour des longs services (chaises d'un confort certain).

De Korpschef antwoordt dat hij de betekenis van het acroniem BMA niet kent; het gaat om stoelen die bestemd zijn voor de zonale dispatching en, gezien de shiften van 12 uur die het personeel daar verzekert, zijn het stoelen die speciaal voor lange diensten zijn ontworpen (stoelen met een zeker comfort).

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 330.000,00 est inscrit à l'article 3300/741-51 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de mobilier de bureau);

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit:

Lot n° 1: PAMI NV			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Chaises BMA			
AX-SPH-ST- CUIR - BMA SecurPro 24/7 met 8F armleggers	5	€ 1.968,49	€ 11.909,36
Lot n° 2: KINNARPS			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Sièges			
523A Xtreme (Couleur: F4597 YS081 / SG12)	2	€ 114,32	€ 276,65
TOTAL TVAC		€ 12.186,01	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais des marchés publics fédéraux FORCMS-ZIT-106-4 et FORCMS-ZIT-106-6;

Attendu que la dépense s'élèvera à € 12.186,01 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/741-51 du budget extraordinaire 2021;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE à l'unanimité des voix :

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

De Politieraad,

Aangezien dat een krediet van € 330.000,00 op artikel 3300/741-51 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop van bureau-meubilair);

Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:

<i>Perceel n° 1: PAMI NV</i>			
<i>LEVERINGEN</i>	<i>Hoeveelheid</i>	<i>EHP</i>	<i>Totaalprijs BTW inbegrepen</i>
<i>BMA-Stoelen</i>			
<i>AX-SPH-ST- CUIR - BMA SecurPro 24/7 avec accouvoirs 8F</i>	5	€ 1.968,49	€ 11.909,36
<i>Perceel n° 2: KINNARPS</i>			
<i>LEVERINGEN</i>	<i>Hoeveelheid</i>	<i>EHP</i>	<i>Totaalprijs BTW inbegrepen</i>
<i>Stoelen</i>			
<i>523A Xtreme (Kleur: F4597 YS081 / SG12)</i>	2	€ 114,32	€ 276,65
<i>TOTAAL</i>		€ 12.186,01	

*Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via de Federale Politie FORCMS-ZIT-106-4 en FORCMS-ZIT-106-6;*

*Aangezien dat de uitgave € 12.186,01 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst 2021 geboekt zal worden;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus .*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.*

### **18. Location d'un logiciel de prise de rendez-vous pour les maisons de police de la zone de police Montgomery**

#### ***Huur van software voor het plannen van afspraken voor de politiehuizen in de politiezone Montgomery***

Le Chef de Corps précise qu'il s'agit d'un beau projet de la zone qui va se concrétiser puisqu'elle a souhaité donner la possibilité aux citoyens de prendre rendez-vous avec ses services de police via un site Internet. En fonction du type de plaintes que le citoyen souhaite venir déposer, le logiciel est paramétrisé et évalue le temps nécessaire.

*De Korpschef verduidelijkt dat het een mooi project van de zone is dat zal worden geconcretiseerd, aangezien zij de burgers de mogelijkheid wil bieden om via een internetsite een afspraak te maken met haar politiediensten. Afhankelijk van het soort klacht dat de burger wenst in te dienen, wordt de software geparametriseerd en wordt de nodige tijd geëvalueerd.*

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 986.500,00 est inscrit à l'article 3300/123-13 et 3300/742-53 du budget extraordinaire 2021 (Achat de matériel informatique) ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-1734 relatif au marché "Location d'un logiciel de prise de rendez-vous pour les maisons de police de la zone de police Montgomery" établi par la Cellule Télématicque ;

Considérant que ce marché est divisé en :

\* Marché de base (Location d'un logiciel de prise de rendez-vous pour les maisons de police de la zone de police Montgomery), estimé à € 2.659,00 hors TVA, ou € 3.217,39 TVA comprise ;

\* Recondution 1, estimé à € 2.400,00 hors TVA, ou € 2.904,00 TVA comprise ;

\* Recondution 2, estimé à € 2.400,00 hors TVA, ou € 2.904,00 TVA comprise ;

\* Recondution 3, estimé à € 2.400,00 hors TVA, ou € 2.904,00 TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 9.859,00 hors TVA, ou € 11.929,39 TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;  
Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire et budget ordinaire de l'exercice 2021, articles 3300/742-53 et 3300/123-13 et au budget des exercices suivants.

DECIDE à l'unanimité des voix :

Article 1er: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1734 et le montant estimé du marché "Location d'un logiciel de prise de rendez-vous pour les maisons de police de la zone de police Montgomery", établis par la Cellule Télématique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 9.859,00 hors TVA, ou € 11.929,39 TVA comprise.

Article 2: De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3: De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget extraordinaire et budget ordinaire de l'exercice 2021, articles 3300/742-53 et 3300/123-13 et au budget des exercices suivants.

*De Politieraad,*

*Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;*

*Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van € 30.000,00 niet) en artikel 57;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;*

*Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;*

*Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;*

*Aangezien dat een krediet van € 986.500,00 op artikel 3300/123-13 en 3300/742-53 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Aankoop informaticamaterieel);*

*Overwegende dat in het kader van de opdracht "Huur van software voor het plannen van afspraken voor politiehuisen in de politiezone van Montgomery" een bestek met nr. 2021-1734 werd opgesteld door de Telematicacel;*

*Overwegende dat deze opdracht als volgt is opgedeeld:*

*\* Basisopdracht (Huur van software voor het plannen van afspraken voor politiehuisen in de politiezone van Montgomery), raming: € 2.659,00 excl. btw, hetzij € 3.217,39 incl. btw;*

*\* Verlenging 1 (Reconduction 1), raming: € 2.400,00 excl. btw, hetzij € 2.904,00 incl. btw;*

*\* Verlenging 2 (Reconduction 2), raming: € 2.400,00 excl. btw, hetzij € 2.904,00 incl. btw;*

*\* Verlenging 3 (Reconduction 3), raming: € 2.400,00 excl. btw, hetzij € 2.904,00 incl. btw;*

*Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 9.859,00 excl. btw, hetzij € 11.929,39 incl. btw;*

*Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 1 jaar, 3 keer verlengbaar ;*

*Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht tot stand te brengen bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde);*

*Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikels 3300/742-53 en 3300/123-13 van de buitengewone dienst en gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.*

*BESLIST met éénparigheid van stemmen :*

*Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1734 en de raming voor de opdracht "Huur van software voor het plannen van afspraken voor politiehuisen in de politiezone van Montgomery", opgesteld door de Telematicacel. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 9.859,00 excl. btw, hetzij € 11.929,39 incl. btw.*

*Artikel 2: Bovengenoemde opdracht komt tot stand bij wijze van de aanvaarde factuur (overheidsopdracht van beperkte waarde).*

*Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikels 3300/742-53 en 3300/123-13 van de buitengewone dienst en gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.*

### **Acquisitions/Aankopen**

**1) Achat de 500 badges d'accès Desfire**

*Aankoop van 500 toegangsbadges Desfire*

**2) Revêtement du sol de la rampe de parking avenue de Tervueren 142-144**

*Vloerbedekking voor de helling van de parking Tervurenlaan 142-144*

**3) Achat d'un planificateur pour le SIPPT et d'un tableau blanc pour la recherche**

*Aankoop van een planner voor de IDPBW en een whiteboard voor de researchedienst*

- 4) Acquisition de 40 écrans 24" Philips 240B9  
*Aankoop van 40 schermen 24" Philips 240B9*
- 5) Acquisition de câbles réseau et cartes SD  
*Aankoop van netwerkkabels en SD-kaarten*
- 6) Extension des licences d'accès au bâtiment sis avenue de Tervueren 142-144  
*Uitbreiding van de toegangslicenties voor het gebouw aan de Tervurenlaan 142-144*
- 7) Déménagement de deux armoires radios-clés-armes de la Maison de Police d'Etterbeek vers le nouveau commissariat aux Jardins de la Chasse  
*Verhuizing van twee radio-sleutel-wapenkasten in het Politiehuis van Etterbeek naar het nieuwe commissariaat in het Jachthof*
- 8) Achat de velcros "police" pour housses tactiques Anorak  
*Aankoop van "politie"-velcro's voor tactische hoezen Anorak*
- 9) Achat de 10 armes d'entraînement en plastique monobloc  
*Aankoop van 10 trainingswapens in monobloc plastic*
- 10) Achat de 5 feux bleus amovibles pour pare-brise pour la brigade canine et de 2 feux bleus amovibles avec batteries intégrées pour le service recherche  
*Aankoop van 5 verwijderbare blauwe lichten voor voorruit voor de hondenbrigade en van 2 blauwe lichten met geïntegreerde batterij voor de researchedienst*
- 11) Acquisition de 2 radios pour moto avec kit d'installation  
*Aankoop van 2 radio's voor motorfiets met installatiekit*
- 12) Achat d'un mégaphone pour la gestion négociée de l'espace public  
*Aankoop van een megafoon voor het genegotieerd beheer van de openbare ruimte*
- 13) Achat d'un tableau magnétique blanc pour le Service local de recherche  
*Aankoop van een wit magneetbord voor de lokale researchedienst*
- 14) Achat de 2 matelas supplémentaires pour les cellules de la nouvelle maison de police d'Etterbeek  
*Aankoop van 2 bijkomende matrassen voor de cellen van het nieuwe politiehuis van Etterbeek*
- 15) Achat de 90 peppersprays individuels  
*Aankoop van 90 individuele peppersprays*
- 16) Achat d'une machine à café pour la brigade canine  
*Aankoop van een koffiezetapparaat voor de hondenbrigade*
- 17) Achat d'un coffre pour le service Radicalisme  
*Aankoop van een koffer voor de dienst Radicalisme*
- 18) Achat de prises de courant et câbles pour la maison de police d'Etterbeek  
*Aankoop van stopcontacten en kabels voor het politiehuis van Etterbeek*
- 19) Travaux nécessaires au placement d'une décharge de cuisine au dispatching zonal  
*Werken die nodig zijn voor de plaatsing van een keukenafvoer in de zonale dispatching*
- 20) Renouvellement de la licence Awingu  
*Vernieuwing van de licentie Awingu*
- 21) Déplacement du projecteur du local Livescan et remplacement de la télécommande du projecteur de la salle Valentine  
*Verplaatsing van de projector van het Livescanlokaal en vervanging van de afstandsbediening van de projector van de zaal Valentine*
- 22) Achat de deux lecteurs code-barre  
*Aankoop van twee barcodelezers*
- 23) Achat de ceinturons  
*Aankoop van riemen*
- 24) Remplacement de ventouses magnétiques des portes du complexe cellulaire de la maison de police de Woluwe-Saint-Pierre  
*Vervanging van de magnetische zuignappen van de deuren van het cellencomplex van het politiehuis van Sint-Pieters-Woluwe*
- 25) Remplacement de la toile d'un store à Woluwe-Saint-Lambert  
*Vervanging van de stof van een store in Sint-Lambrechts-Woluwe*
- 26) Remplacement d'un support tablette dans un véhicule du service trafic  
*Vervanging van een tabletsteun in een voertuig van de verkeersdienst*
- 27) Achat de 20 couvertures pour les cellules de la Maison de police d'Etterbeek  
*Aankoop van 20 dekens voor de cellen van het politiehuis van Etterbeek*
- 28) Acquisition et installation de meubles cuisine pour le Dispatching zonal et la Recherche  
*Aankoop en installatie van keukenmeubilair voor de zonale Dispatching en de Recherche*

**29) Décryptage et étalonnage de deux radars MESTA**

*Decodering en ijking van twee radars MESTA*

**30) Licences OneNet pour la téléphonie du dispatching zonal**

*Licenties OneNet voor de telefonie van de zonale dispatching*

**31) Achat de gadgets promotionnels pour le Prevention Truck de la zone de police Montgomery**

*Aankoop van promotiegadgets voor de Prevention Truck van de politiezone Montgomery*

**32) Acquisition de dix licences pour les antennes Wifi de la nouvelle maison de police d'Etterbeek**

*Aankoop van tien licenties voor de wifi-antennes van het nieuwe politiehuis van Etterbeek*

**Communication/Communicatie :**

**- Présentation du mini rapport annuel 2019-2020 (version simplifiée pour la population)**

*Voorstelling van het mini jaarverslag 2019-2020 (verkorte versie voor de bevolking)*

Le Chef de Corps fait une présentation du mini-rapport qui sera distribué dans les boîtes aux lettres des citoyens en même temps que les journaux communaux.

*De Korpschef presenteert het miniverslag dat tegelijk met de gemeentebleden in de brievenbussen van de burgers zal worden verdeeld.*

Monsieur DEVILLE, compte tenu du fait que les journaux communaux sont de plus en plus souvent distribués par la voie électronique, demande si ce serait envisageable avec le mini-rapport.

*De heer DEVILLE vraagt, rekening houdend met het feit dat de gemeentebleden steeds vaker digitaal verspreid worden, of dit mogelijk zou zijn voor het miniverslag.*

Le Chef de Corps rappelle que ce mini-rapport est également placé sur le site Internet de la zone de police ainsi que sur ceux des communes. En outre, il sera placé sur la page Facebook de la zone de police et sur celles des communes. Existant en format PDF, il pourra être transmis à chaque citoyen qui en fait la demande.

*De korpschef herinnert eraan dat dit miniverslag ook op de website van de politiezone en op die van de gemeenten wordt geplaatst; het zal ook op de Facebookpagina van de politiezone en van de gemeenten worden geplaatst.*

*Het is beschikbaar in PDF-formaat en kan verzonden worden aan elke burger die daarom verzoekt.*

Monsieur DEVILLE précise que ce mini-rapport pourrait également être placé électroniquement au même endroit que le journal communal.

*De heer DEVILLE verduidelijkt dat dit miniverslag ook digitaal kan worden verspreid op de plaats waar het gemeentebled wordt geplaatst.*

**- Dossier Bodycam – état des lieux**

*Dossier Bodycam – stand van zaken*

Le Chef de Corps signale qu'il s'agit d'un état des lieux très général et que la zone reviendra de manière plus exhaustive sur ce sujet lors d'un prochain Conseil de Police.

Dans le cadre de la phase test, la zone aura le 26 04 2021 une première réunion du comité de pilotage en charge du dossier Bodycam. L'idée serait de faire un projet test au sein du service Intervention, du service Circulation et de la Brigade cycliste. Cela se fera en étroite collaboration avec notre DPO (Data Protection Officer), Monsieur Etienne VIATOUR, Secrétaire zonal. Ce dernier a déjà fait une analyse de tout ce qu'il y a lieu de faire dans le cadre de ce dossier, que ce soit au niveau :

- opérationnel (finalité de l'utilisation de ces caméras) ;
- le choix du type de caméras ;
- l'analyse de risques ;
- la concertation syndicale ;
- tenir compte de l'avis du COC (Organe de contrôle au niveau de la Police intégrée) ;
- l'analyse d'impact ;
- passage par les Conseils communaux afin d'obtenir les autorisations nécessaires ;
- informer le Procureur du Roi ;
- s'assurer de la publicité de l'utilisation de ces caméras vers le citoyen ;
- phases d'enregistrements de ces caméras comme prévu par la législation ;
- l'établissement de directives internes ;
- la formation du personnel.

Le Chef de Corps relève l'évolution de la société dans laquelle les citoyens filment de plus en plus les interventions policières et diffusent certaines images, notamment via les réseaux sociaux, mais que ces images ne montrent qu'une partie de la situation. Le Collège et le Chef de Corps estiment donc qu'il serait intéressant pour les policiers de pouvoir justifier leurs interventions en utilisant les images dans le cadre de la procédure, mais également dans le cadre de l'intégrité.



*De Korpschef wijst erop dat dit een zeer algemeen overzicht is; de zone zal dit uitgebreider bespreken tijdens een volgende politieraad.*

*In het kader van de testfase zal de zone op 26.04.2021 een eerste vergadering houden van de stuurgroep die belast is met het Bodycam-dossier. Het zou de bedoeling zijn een proefproject op te starten binnen de Interventiedienst, de Verkeersdienst en de Fietsbrigade. Dit zal gebeuren in nauwe samenwerking met onze DPO (Data Protection Officer), de heer Etienne VIATOUR, Zonesecretaris. Deze heeft reeds een analyse gemaakt van alles wat in het kader van dit dossier moet worden gedaan, meer bepaald :*

- *het operationele niveau (doel van het gebruik van deze camera's);*
- *de keuze van het type camera's ;*
- *de risicoanalyse ;*
- *het vakbondsoverleg;*
- *rekening houden met het advies van het COC (controleorgaan op het niveau van de geïntegreerde politie);*
- *de impactanalyse;*
- *het bekomen van de nodige vergunningen van de gemeenteraden;*
- *het op de hoogte brengen van de Procureur des Konings;*
- *ervoor zorgen dat het gebruik van deze camera's onder de aandacht van de burger wordt gebracht;*
- *de opnamefasen van deze camera's zoals voorzien in de wetgeving;*
- *de opstelling van interne richtlijnen;*
- *de opleiding van het personeel.*

*De Korpschef wijst op de evolutie van de samenleving waarbij steeds meer politie-interventies door burgers gefilmd worden en een deel daarvan uitgezonden, meer bepaald via sociale netwerken, maar dat dit slechts een deel van de beelden is. Het College en de Korpschef zijn daarom van mening dat het voor politieambtenaren interessant zou zijn om hun interventies te kunnen verantwoorden door de beelden te gebruiken in het kader van de procedure, maar ook in het kader van de integriteit.*

La séance est clôturée à T 19 :18

*De zitting wordt afgesloten om 19:18 uur*

Le Secrétaire zonal  
*De zonesecretaris*  
Etienne VIATOUR

Le Président du Conseil de Police f.f.  
*De Voorzitter van de Politieraad*  
Benoît CEREXHE